

Journée d'étude doctorant.e.s

15 juin 2018, Vieille Charité, Marseille

Session 1 : Anthropologie et histoire de l'environnement et de la santé

Maïmouna BAH (doctorante en Anthropologie, AMU, IMAF-Aix), « Représentations et pratiques sociales d'évacuation autour des rebuts et des immondices par les populations vulnérables des quartiers de N'Djamena (Tchad) »

Résumé : Les déchets : rebuts, ordures, miasmes et immondices sont significatifs d'un certain rapport au monde des individus, des groupes sociaux et des collectivités. Marcel Mauss, l'un des grands fondateurs de l'anthropologie considérait le déchet comme un fait social total : « Ce qu'il y a de plus important à étudier dans une société, ce sont les tas d'ordures ». Ce point de vue, exprime le fait que le déchet est un objet social multidimensionnel articulant, l'individu, la famille et la société, les institutions morales religieuses, le civisme urbain, l'ordre économique de la production et de la consommation et l'ordre politique de la régulation sociale et juridique, sans oublier les dimensions sensibles et esthétiques qu'il suscite. Cependant, si l'ordure est un objet d'investigation « bon à penser » pour l'anthropologue, il résiste à la systématisation, et les nombreux travaux sur cette question sont caractérisés par une multitude d'approches très disparates. Un état des savoirs en sciences humaines et sociales a été réalisé par Jacky Bouju qui s'arrête aux années 2000 (Bouju, 2009 : 123-133), un état plus récent qui s'arrête en 2014 a été réalisé par Emilie Guitard et Virginie Milliot en 2015 (Guitard et Milliot, 2015 : 405). Mary Douglas est la première anthropologue à s'être intéressée à la pollution et à la souillure. Son intérêt pour la souillure s'est révélé pendant son étude de terrain parmi les Lele du Kasai (RDC) où le groupe affirme son identité propre en définissant un ordre symbolique qui trace une frontière nette entre le propre et le sale, le pur et l'impur (Douglas, 2001) qui « sont des marqueurs des limites internes et externes des systèmes sociaux et symboliques » (Guitard et Milliot, *ibid.*). Cette découverte a été confirmée par les études ultérieures en sciences humaines qui s'intéressent à la problématique des déchets. Pour les chercheurs, la saleté est un concept relatif qui désigne « ce qui n'est pas à sa place » (Douglas, 2001 ; Bouju et al., 2002) et qui constitue une menace à l'ordre symbolique d'un individu ou d'un groupe déterminé. De ce point de vue, la lutte contre la saleté est un acte positif et « créateur », qui vise à « organiser notre milieu », à « imposer une unité à notre expérience » et à maintenir une cohésion psychique ou sociale (Douglas, 2001). Pourtant, à N'Djamena, malgré une stratégie de gestion de déchets revue en 2012, les rebuts envahissent l'espace public urbain et s'offrent à la vue de tous . Ils ne sont pas dissimulés derrière des poubelles, des camions, des usines ou des centres de stockage comme en Europe. Et, comme dans l'Europe occidentale du XVIII^e siècle, le mode de gestion des excréta urbains qui prédomine est « le « tout à la rue » et le « tout à la rivière » (De Silguy, 2009 : 13).

Mon hypothèse générale est que l'implication des populations urbaines et des autorités locales dans les pratiques d'assainissement de leur environnement de vie est fonction d'une part, des conceptions et des représentations qu'elles se font de la pollution et de la saleté

charriées par les ordures, les eaux usées et les excréta et d'autre part, de la conscience qu'elles ont des risques sanitaires que ces nuisances peuvent avoir sur leur santé.

Ainsi à N'Djamena, l'urbanisation incontrôlée et les concentrations humaines (l'exode rural est continu) conduisent à d'inévitables accumulations de déchets. La population des quartiers périphériques de N'Djamena est composée d'une forte proportion de néo-citadins pauvres, souvent analphabètes, disposant de très faibles revenus et adoptant des conduites obéissant à des traditions d'origine rurale ou pastorales. Cette situation particulière pose un problème de comportement par rapport à l'usage et au partage de l'espace public car ces citadins gèrent la relation entre l'espace domestique de la cour d'habitation et l'extérieur (la rue, le chemin ou le mur mitoyen) en fonction d'un habitus rural et d'une culture paysanne ou nomade.

Mireille DOUTI, (doctorante en Anthropologie, Centre Norbert Elias, EHESS-Marseille), « Le décès du nouveau-né : de la maternité au lieu d'habitation (Togo) »

Résumé : La maternité est synonyme de lieu où on donne la vie. Pour la plupart des mères après les douleurs les lamentations et des pleurs elles y rencontrent pour la première fois un être qu'elles attendent depuis des mois. Cependant pour certaines mères cela ne se passe pas si bien, elles sont confrontées à la mort de ce petit être. Il peut s'agir de mort né frais, le décès étant survenu juste avant l'accouchement et réanimé en vain ou de mort nés macérés le décès étant survenu bien avant l'arrivée de la mère à la maternité. Dire qu'il s'agit de cas isolés n'est que pur euphémisme car les derniers rapports mondiaux montrent qu'en 2016, 2,6 millions d'enfants sont morts dans le monde durant leur premier mois de naissance. Aussi, la proportion des décès néonataux parmi les décès des enfants de moins de 5 ans a augmenté entre 1990 et 2015 : passant de 26% en 1990 à 35% en 2015 (Unicef, 2015).

Une étude anthropologique au Nord Togo nous a permis d'observer et de réaliser une ethnographie clinique de différentes situations de décès de bébé. Dans beaucoup de cas, la responsabilité incombe à la mère : qui ne serait pas venue tôt à l'hôpital ; qui était malade mais ne s'est pas fait soignée ou qui durant l'accouchement a tardé pour l'expulsion laissant le NN s'asphyxier. Il est rare de constater une remise en question du personnel soignant face à de telle situation. Outre cette culpabilisation des mères éplorées, ces situations qui sont des tragédies sont dans la plupart des cas gommées comme n'ayant jamais eu lieu autant par le personnel soignant que par la famille : des silences et beaucoup de non-dits entourent ces décès. Ces décès sont-ils banalisés ? Ou est-ce le côté insoutenable de ces décès qui explique ces attitudes ? Nous allons à travers le parcours de certaines familles (de l'hôpital au lieu d'habitation) rencontrées au cours de cette étude répondre à ces diverses interrogations et essayer de montrer comment les situations de soins et les interactions entre soignants et soignés dans la maternité sont guidées par des logiques sociales locales et parfois des contraintes matérielles.

Vanessa PEDROTTI (doctorante en Histoire, AMU, IMAF-Aix), « La léproserie St-Antoine : un établissement « moderne » et catholique/ La léproserie St-Antoine : entre « modernité » et spiritualité »

Résumé : Progressivement au XXe siècle, la conception occidentale de la maladie et de la médecine s'impose en Éthiopie de par l'influence conjointe des étrangers présents dans le pays et de l'élite locale formée à l'étranger. Le pouvoir éthiopien se lance sur la voie de la « modernité » dans un souci de maintenir son autonomie politique face aux grandes puissances

coloniales européennes. S'interroger sur la façon dont la lèpre a été perçue, gérée et institutionnalisée au XXe siècle permet de révéler cette dynamique. La première léproserie du pays, construite à Harar en 1901 par des missionnaires français, introduit de nouvelles idées et impulse de nouvelles pratiques en Éthiopie.

Aussi, cette étude cherche à relier l'histoire de cette léproserie à l'histoire de l'assistance en France. La sécularisation militante de la Société française (entre 1880 et 1900) s'organise avec le remplacement dans les hôpitaux du personnel religieux par un personnel laïc. Un conflit de légitimité s'engage au chevet du patient avec l'affirmation d'une institution médicale qui nie le droit de l'Église à soulager la souffrance. Sur le terrain éthiopien, le même conflit vient perturber la léproserie St-Antoine.

Session 2 : Histoire politique

Rony DAGHER (doctorant en Histoire, Université Paris 1, IMAF-Malher), « La question de la souveraineté libanaise face à la tutelle syrienne entre 1990-2005, à travers le parcours de Gebran Tuéni »

Ce travail est essentiellement consacré à la question de la souveraineté libanaise face à la tutelle syrienne vue par Gebran Tuéni. Cet homme est un individu aux multiples facettes à analyser, notamment à travers ses différents travaux.

Suite à une carrière politique et journalistique, pendant laquelle Tuéni n'a jamais hésité à exprimer ses pensées et ses idées sur plusieurs sujets vitaux concernant son pays le Liban ou la région du Moyen Orient, le journaliste (comme il aimait être appelé) engagé contre la politique syrienne, s'était distingué dans ses interventions lors de la mobilisation qui a suivi l'assassinat de l'ex-premier ministre Rafic Hariri, le 14 février 2005. Le 12 décembre 2005 une voiture piégée, marque la fin d'une carrière exceptionnelle et la vie d'un homme patriote qui a payé le prix le plus cher pour défendre les principes auxquels il croyait. Cet attentat a été attribué par une grande partie de la classe politique libanaise à la Syrie, qui a condamné l'attentat et démenti toute implication.

Outre l'assassinat de Gebran Tuéni, l'année 2005 fut une année dramatique pour le Liban. Plusieurs autres personnalités libanaises anti syriennes ont été assassinées dans une série d'attentats qui ont suivi celui fomenté contre Rafic Hariri et le député Bassel Fleyhane. Ainsi, le journaliste Samir Kassir (figure de la gauche libanaise) et Georges Haoui (ex-dirigeant communiste). La commission d'enquête de l'ONU relative à l'assassinat de M. Hariri, dirigée par le magistrat allemand M. Deltev Mehlis, a conclu, dans deux rapports d'étape, à des '*preuves convergentes*' sur l'implication des renseignements syriens et libanais dans ce crime. Elle a également émis des doutes sur la réalité de la coopération syrienne.

Ce travail tente d'analyser, tout en respectant un plan chronologique, les événements importants qui se sont produits entre les années 1990 et 2005, suite à la fin guerre civile au Liban et ses conséquences sur la souveraineté libanaise.

Session 3 : Anthropologie et histoire des représentations, de l'art et du corps

Carla FRANCISCO (doctorante en Études romanes, AMU, IMAF-Aix), « Une lecture sur la longue durée du thème du bourreau dans l'iconographie du Noir »

Résumé : Une scène assez récurrente dans l'iconographie de l'esclavage des Africains aux Amériques est celle de la punition publique. La composition de cette scène, malgré quelques variations, présente une structure invariablement similaire : le paysage (urbain ou rural) dans l'arrière-plan, dans le devant de la scène, les personnages disposés en cercle figurant les spectateurs et au centre, le bourreau noir et l'esclave supplicié. Si d'une part, ce type de composition manifeste visuellement un discours à propos des rapports de pouvoir et de domination et les formes de maintien de l'ordre esclavagiste, surtout dans les contextes des espaces publics urbains, d'autre part, ce motif iconographique particulier s'inscrit dans une tradition dans la représentation de la figure du Noir en tant que bourreau. En effet, ce thème iconographique fait son apparition au Haut Moyen Âge et est largement développé pendant toute la période médiévale, surtout entre les XIII^e et XIV^e siècles avec l'émergence d'une iconographie concertée du Noir, où le bourreau noir apparaît comme « le négatif du Noir saint et sauvé » par le christianisme. Dans une perspective diachronique de lecture des thèmes visuels, la reprise de ce thème dans l'iconographie de l'esclavage aux Amériques n'est pas anodine.

Dans cette communication, je me propose d'analyser les différentes images de ce thème dès son apparition jusqu'au paroxysme de sa représentation dans l'iconographie de l'esclavage au XIX^e siècle. Cette étude s'inscrit comme part des analyses développées pour la rédaction d'un chapitre de ma recherche doctorale. Celui-ci portera sur le développement des compositions qui visent à formuler un discours visuel à propos des moyens de contrôle, de punition et de maintien de l'ordre esclavagiste dans les villes américaines, à travers la reprise et l'adaptation d'un motif traditionnel de l'iconographie du Noir dans l'imaginaire occidental.

Romain LAHAYE (doctorant en Histoire, Université Paris 1, IMAF-Malher), « La mobilisation des données sud-africaines dans l'interprétation rituelle des arts rupestres »

Résumé : Depuis leur découverte, les arts rupestres sud-africains ont fait l'objet de nombreuses interprétations. Certaines, comme la théorie de l'art pour l'art et celle du chamanisme, sont nomothétiques : elles débouchent sur une explication générale qui tente d'élucider l'ensemble de ces images. D'autres approches plus récentes se fondent davantage sur les particularités ontologiques des groupes qui produisent ces peintures et ces gravures. Ces lectures ont toutes en commun de mettre l'accent sur l'importance des pratiques rituelles, mais leur mobilisation au sein des démonstrations aboutie à des perspectives qui achoppent à différents niveaux. Les premières théories insistent sur la diversité des pratiques, des styles et des modes d'intervention pour finalement les mettre sur le lit de Procuste. Les secondes se concentrent sur des secteurs géographiques moins importants, brossent des portraits plus précis mais peinent parfois à relier les sites et les pratiques à des régions plus vastes.

La façon de mobiliser ces données ethnographiques et iconographiques dans l'étude des arts rupestres influence sensiblement les résultats produits, il apparaît aujourd'hui nécessaire de se pencher sur nos propres catégories d'analyses et de faire l'historiographie de nos modes d'interprétation.

Ines PASQUERON DE FOMMERSVAULT (doctorante en Anthropologie, AMU, IMAF-Aix), « Les coulisses du rire. Renégociation identitaire et sociabilités alternatives »

Résumé : Sur le terrain (et peut-être sommes-nous face à un invariant), les communautés de rieurs s'établissaient souvent via une ré-appropriation de certains espaces situés à l'arrière de « la scène », dans les coulisses du théâtre social, qu'il s'agisse nous le verrons d'espaces transitionnels, de l'entre-deux, de situations de passage ou de liminarité, etc. Le sentiment de communauté qui émerge dans ces coulisses, s'inscrit avant tout dans une « pure relation spatiale » (Ledrut, 1984), c'est à-dire, une relation qui n'a de sens que dans la contingence et le caractère éphémère de la situation et où rien d'autre ne détermine ce sentiment d'appartenance au groupe. Le temps lui-même est spatialisé, seul compte le présent partagé. Les communautés de rieurs que j'évoquerai ici n'existent que le temps de la rencontre, au sein de laquelle il n'est plus question d'assignation identitaire mais de débat entre égaux (Agier, 2004) de sorte que ces communautés de rieurs ne sont pas pré-existantes, c'est la rencontre et la co-présence qui les créent. L'humour et le rire dont je parlerai ici n'ont de sens que lors de ces rencontres, *in situ*, le risque étant alors bien entendu, qu'hors contexte ces échanges perdent leur portée comique.

Cette partie est de fait indissociable d'une analyse de la spatialisation des pratiques du rire, elle rend compte d'une véritable géographie du moi et plus spécifiquement du rire en même temps qu'elle aspire, plus modestement, à une poétique de l'espace telle que l'imaginait Bachelard. Selon les espaces qu'ils pratiquent, les individus entretiennent différents rapports à l'autre, à soi, au monde. Dans ces coulisses, au sein de ces communautés de rieurs informels, il se passe « à la fois presque rien et presque tout ou si l'on veut à la fois très peu et beaucoup... C'est le pur rapport existentiel, c'est en quelque sorte l'existence nue (et la coexistence) qui apparaît ainsi et qui se définit négativement par opposition à l'essence et à l'essentiel. C'est la limite absolue et radicale de l'existence, son mode le plus exténué mais aussi le plus fondamental » (Ledrut, 1984 : 109). Observer ces rires renégociés, amène à découvrir des sociabilités alternatives, à la marge des sociabilités dominantes, sans doute bien plus visibles. C'est aussi s'intéresser à des personnes et non plus seulement à des rôles et statuts sociaux. Je ne cherche pas à retracer le processus de socialisation du rire, pas plus que je ne m'intéresse au processus de reproduction sociale. Il est désormais question de voir comment on devient un individu dans ces villages de la Kagera, c'est-à-dire, comment le savoir culturel est interprété, transformé, façonné voire remis en question. Si les savoir-rire façonnent les pratiques du rieur, l'individu modèle lui aussi, dans une dialectique incessante, le savoir culturel et crée de nouvelles manières de rire derrière lesquelles se révèlent des modes d'être au monde, individuels et collectifs, reflets des parcours existentiels.